

Sur la conception de l'histoire

GEREMEK B., *Mentalité et psychologie collective dans l'histoire*, dans *Przegląd Historyczny*, t. 53, fasc. 4, Varsovie, 1962.

« Dans la perspective d'une histoire qui veut comprendre, cette préoccupation de la psychologie des individus, des groupes, des sociétés signifie pour l'historien une ambition accrue envers l'étude des destinées humaines. Et ce ne sera pas faire montre d'une présomption doctrinale que de voir dans ces tentatives, une certaine influence de la réflexion marxiste, soit qu'elles s'y opposent, soit qu'elles s'inscrivent à l'intérieur de sa problématique... Ce n'est que dans une perspective d'histoire intégrale que l'on peut étudier l'histoire des mentalités et ses problèmes complexes. C'est la question du changement, du temps historique qui frappe le plus... Dans la mentalité collective les différentes couches de l'ancien et du nouveau coexistent : seul change le rapport entre nouveau et ancien. La notion d'homme moyen est de peu de valeur, les sondages doivent scruter les diverses strates sociales dont il faut ensuite démontrer les rapports. On ne saurait confondre les attitudes mentales des artistes, des savants, des penseurs avec celles des masses. Il faudrait donc distinguer ce qui est génie particulier et ce qui est substrat mental collectif. »

CASCALES Charles, *L'humanisme d'Ortega y Gasset*, Public. de la Fac. des Lettres d'Alger, Paris, 1957.

Ce philosophe de l'histoire a donné à la technique historique sa théorie des générations. Chaque génération a sa manière de penser et de sentir, tantôt elle se sent en communion avec le passé, tantôt pas, alors apparaissent les oppositions.

DUBY Georges, *Les centres d'études historiques, Les recherches en histoire médiévale à la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence*, dans *Revue historique*, t. 232, p. 427-430, Paris, 1964.

L'A. nous informe de l'organisation originale du centre d'histoire médiévale qu'il dirige et où les jeunes historiens, au contact des géographes et des sociologues, s'initient à de nouvelles méthodes d'approche de l'histoire. Ils s'intéressent spécialement à l'étude des mentalités, menée en relation étroite avec les structures sociales, ainsi qu'à l'exploration archéologique de la vie rurale.

EVAN-PRITCHARD E.E., *Anthropology and history*, Manchester, Univ. press, 1921, 22 p.

Histoire et sociologie sont indispensables, ces deux disciplines se recoupent et tendent de plus en plus à se rapprocher. (Cfr. LEVY STRAUS Claude, *Anthropologie structurale*.)

KLUCKHOHN Clyde, *Anthropology and the Classics*, Providence, Brown University Press, 1961, dans *The Charles K. Colver Lectures*, 1960.

L'A. s'attache à montrer tout le parti que l'humanisme classique a pu et a su tirer des sciences sociales.

BRUNSCHWIG Henri, *Un faux problème : l'Ethno-histoire*, dans *Annales*, t. 20, p. 291-300, Paris, Colin, 1965.

L'A. s'élève ici contre la prétention de séparer de l'histoire, l'histoire des sociétés sans écriture. Il invoque J. Vansina qui déclare : « L'histoire des sociétés sans écriture ne diffère pas de la recherche du passé des sociétés lettrées parce qu'elle recourt à des témoignages archéologiques, linguistiques, anthropologiques, voire, pour les datations à des témoignages astronomiques comme les éclipses. » Il n'y a donc pas lieu de forger un néologisme tel que ethno-histoire. L'étude du passé des cultures africaines utilise les méthodes de l'histoire, sinon elle ne peut s'élever à la dignité de l'histoire. Quoi que s'obstinent à en penser certains, l'histoire, même en Europe, ne s'est jamais bornée aux sources écrites.

Par tradition orale il faut entendre témoignage sur le passé délibérément transmis de bouche à oreille. A défaut de cette intention, on n'est en présence que d'une simple rumeur. Les conditions de l'enquête relèvent, tout comme l'exploitation des témoignages recueillis, des règles traditionnelles de la critique.

Notons qu'au bout de cinq ou six générations, une rumeur non fixée par une véritable tradition se dilue et se perd. Sans doute pour des périodes récentes la rumeur, comme source orale, peut elle apporter des renseignements précieux sur l'opinion publique, mais on ne peut lui faire confiance seule.

Aller du plus précis au moins précis, du connu à l'inconnu, du plus facile au plus difficile, c'est là le métier d'historien. Erudition, critique, réflexion, lente et prudente élaboration ; débats féconds entre collègues

également soucieux de respecter la courtoisie accoutumée dans les milieux scientifiques : l'Histoire c'est tout cela et il n'y a pas plus d'historiens amateurs que d'historiens professionnels. L'Histoire est une, et il n'y a que les bons et les mauvais historiens.

HOFSTADTER Richard, *Anti-Intellectualism in American Life*, Londres, 1964.

Depuis l'époque de Mac-Carthy, les Etats-Unis témoignent d'hostilité envers l'intellectuel et de méfiance envers ce qui concerne l'intellect : religion, politique, affaires, enseignement fournissent autant de terrains de combat. La *John Birch Society* est une des expressions typiques de ce primitivisme. Il peut paraître paradoxal que les Américains aient cependant foi dans l'éducation. A dire vrai, ils croient aux avantages politiques et économiques que l'on peut retirer de l'éducation. Nous sommes tout à l'opposé de l'humanisme. Dans l'enseignement américain la primauté est donnée à la formation du caractère. Les pédagogues visent à faire de bons citoyens américains, bien adaptés à leur situation sociale et bien intégrés dans la communauté. Au nom de l'adaptation, les programmes ont été démantelés, l'enseignement appauvri dans des proportions telles que la médiocrité est la règle partout reconnue. L'éducation de masse est conçue de manière anti-démocratique : il ne s'agit plus de développer des aptitudes mentales mais de connaître des choses spécifiques ayant une valeur concrète immédiate : cuisine, conduite automobile, relations humaines, etc. (*life-values*). On forme ainsi des gens qui ne savent rien et ont le privilège de ne pas s'en apercevoir. Chez les intellectuels le recul du rationalisme est la marque de cette tendance primitiviste : comment ne pas penser ici à l'influence grandissante des pseudo- et des para-sciences incarnées par une revue comme *Planète* dans nos régions. L'esprit critique s'affaiblit. On refuse de mettre en question les idées acquises : le conformisme s'installe. L'opinion publique est reine et chacun s'y plie par capitulation mentale soit par pression extérieure. Que les universités donnent l'exemple relève d'une réalité sociale : ces institutions sont encore réservées à une minorité privilégiée. Elles visent à former des technocrates. Cette situation provoque dans les masses un ressentiment qui contribue paradoxalement à accroître l'anti-intellectualisme.

R.V.S.

Histoire économique

ASHTOR E., *Prix et salaires dans l'Espagne musulmane*, dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, t. 20, p. 614-679, Paris, 1965.

Il est notoire que durant le moyen âge, les prix restèrent stables en Orient et à un niveau modeste, du moins par rapport aux prix de l'Espagne musulmane. La différence peut être attribuée à l'importance de l'afflux de l'or soudanais dans cette dernière région. Notons cependant le coût élevé des tissus et vêtements dans tout l'Orient musulman, conséquence du faible volume de la production textile. On voit immédiatement le bénéfice que le marchand astucieux réalisera en établissant le contact entre les centres textiles occidentaux et les client orientaux qui cèderont par ailleurs des produits d'exportation (fret de retour) à bas prix.

En Espagne, la modicité des loyers et du coût des immeubles par rapport à l'Est atteste de la dépopulation de cette région. Celle-ci pourrait expliquer la main-mise des chrétiens sur les terres musulmanes. Mais à mesure du refoulement vers le royaume de Grenade, l'afflux de réfugiés amène dans cet Etat une hausse progressive du prix des terres, des maisons et des loyers.

ABEL Wilhelm, *Zur Entwicklung des Sozialprodukts in Deutschland im 16 Jahrhundert*, dans *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, t. 173, p. 448-489, 1961.

De 1520 à 1600, la population d'Allemagne augmente d'environ 40 %. Associé à la hausse des prix, cet événement explique la hausse de la production et la mise en culture de terres nouvelles, remise en culture des jachères mortes, assèchement de polders, défrichement de landes et de forêts. Il en résulte aussi un morcellement des domaines ruraux, une diminution générale des parcelles exploitées et assurant au journalier une vie misérable. Des efforts limités sont réalisés pour améliorer les façons culturales : *Koppelwirtschaft* du Holstein (labours, prairies, alternés), *Fruchtwechselwirtschaft* de Hollande et de Basse-Rhénanie (assolement perfectionné), association bétail-céréale de Frise, Basse-Saxe, Danemark. La hausse du prix du grain s'explique par l'accroissement de la démographie, de même que le freinage des prix des productions moins indispensables. Les produits de substitution haussent également : la bière (en place de vin), ainsi

que la rente foncière, en raison de la rarefaction des terres. Au total, une catégorie de bénéficiaires s'attache à des dépenses somptuaires, mais le revenu moyen par tête diminue. L'écart grandit entre les classes.

CHAMBRE H., *Pososkov et le mercantilisme*, dans *Cahiers du Monde russe et soviétique*, t. 4, p. 335-365, 1963.

Représentatif de l'orientation du règne de Pierre le Grand, Pososkov, théoricien de l'économie russe, se situe au point de jonction du moyen âge et du monde moderne russes. Il est tout imprégné de spiritualité : le travail fonde la condition sociale de l'homme, la justice chrétienne doit présider aux transactions, prétentieux, cupide, le marchand étranger doit être éliminé. Le Tsar est le libérateur : comme propriétaire éminent du sol il se doit de réprimer les abus des usufruitiers, il doit protéger les marchands, groupés en caste, contre leurs compatriotes et contre les étrangers. Il lui reconnaît le pouvoir de fixer une monnaie fiduciaire : « chez nous, dit-il, le cuivre n'est pas cher, mais le nom du Tsar est cher » (notion très féodale). Il n'ignore pas la valeur marchande de la monnaie dans les transactions internationales. Il considère d'ailleurs que la richesse appartient à la nation autant qu'au prince. Il reconnaît le rôle éminent du commerce, la nécessité de transformer les matières premières, le besoin d'intervention protectrice de l'Etat éclairé par les besoins impérieux de l'étranger, la balance monétaire doit être positive, mais l'or russe doit faire prime sur le marché international. Anticipant sur son temps, il évoque les notions de productivité du travail, base de l'accroissement des richesses, et de division internationale du travail.

HABAKKUK H. John, *La disparition du paysan anglais*, dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, t. 20, p. 649, Paris, 1965.

Contrairement aux pays continentaux, en Angleterre, le domaine seigneurial, loin d'être absorbé par la propriété paysanne, s'agrandit aux dépens de celle-ci. Seuls existent finalement les *landlords*, les *tenant-farmers* et les ouvriers agricoles. Au XVI^e siècle, les seigneurs tendent à louer leurs terres à des fermiers capitalistes enrichis grâce au commerce en nette expansion en Angleterre à cette époque. Il s'ensuit que le domaine, loué en bloc, reste intact et distinct de la propriété paysanne. Il y eut par contre

main-mise sur la propriété paysanne en vue de l'augmentation des revenus seigneuriaux entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Elle se réalisa par éviction de tenanciers dépourvus de droits héréditaires, soit environ 35 %. Quant aux enclosures, si elles limitent les droits d'usage, elles ne portent pas atteinte à la propriété paysanne, toutefois l'aggravation des conditions afférentes aux tenures et aux droits banaux rendit leur position plus précaire. A la fin du XVII^e siècle, on comptait encore 180.000 familles de francs tenanciers contre 150.000 de fermiers locataires. Vers 1780, 90 % des terres dépendaient de fermiers locataires. L'expropriation seule ne peut justifier cette évolution. Reste l'achat. Or avant 1660, la montée des prix agricoles profite aux paysans. Ils ne sont pas tentés de vendre mais au contraire, ils achètent. Parmi les seigneurs anciens, sans être ruinés, comme on l'a prétendu, ils ne s'enrichissent pas non plus démesurément, puisque certains seigneurs doivent vendre leur bien. Les nouveaux riches (administration, commerce, justice) n'achètent pas non plus de propriétés paysannes, leurs biens sont investis dans les domaines royaux aliénés et les biens ecclésiastiques. Après 1640, on assiste à un étalement jusqu'en 1730 en raison de l'accroissement de la production et de l'arrêt de croissance de la population. Les revenus connaissent des fluctuations brutales. Ajoutons-y le poids de l'impôt foncier, charge nouvelle et lourde pour le paysan, et on comprendra que beaucoup d'entre eux se virent contraints d'aliéner leurs terres. L'émigration urbaine attirée par le commerce, l'industrie, entraîne bon nombre de propriétaires paysans abandonnant la culture à louer leur exploitation. Parmi la *gentry*, les mêmes circonstances expliquent la vente de domaines rachetés par les *landlords* et les nouveaux riches, nombreux en raison des guerres : politiciens, fournisseurs, financiers. Plutôt que de procéder comme jadis où ils rachetaient des domaines épars, ils tendent à arrondir un domaine par rachat de propriété paysanne. Les affaires mobilières leur permettent cette double affectation de leur capital : une partie en terre, l'autre en fonds de spéculation jusqu'à investissement en terre. Le rendement des fermiers locataires était meilleur, ils pouvaient emprunter à leur propriétaires, les enclosures se trouvaient facilitées. Le *landlord* devait posséder une terre d'un seul tenant pour jouer un rôle politique au XVIII^e siècle, la valeur de ces domaines d'une pièce est plus grande que celle des

parcelles. Certains hommes nouveaux achètent celles-ci pour en constituer un grand domaine. Le paysan propriétaire en fait les frais et laisse la place au fermier-locataire.

JOHN A.H., *Aspects of English Economic Growth in the First Half of the Eighteenth Century*, dans *Economica*, t. 28, n° 110, p. 176-190, mai 1961.

Croissance lente pour la population et le commerce extérieur, mais croissance rapide pour la production agricole, et par conséquent, baisse des prix, progrès de la consommation et des salaires réels. L'auteur montre comment cette conjoncture préparait l'essor très rapide de l'économie après 1760.

ABEL Wilhelm, *Die drei Epochen der deutschen Agrargeschichte*, dans *Schriftenreihe für ländliche Sozialfragen*, Hanovre, Verlag M. & H. Schaper, 1962.

L'Agrarsozialen Gesellschaft, de Göttingen, ouvre sa collection à tous les aspects de l'économie, de la sociologie et de la politique agraires. Elle a compris l'importance de la connaissance du passé dans l'interprétation du présent. Le présent ouvrage évoque trois époques successives : celle de l'économie domestique, celle du féodalisme et du mercantilisme, celle de l'industrie. Excellente contribution à l'histoire du travail rural dans ce qu'il a d'humainement utile.

VIDAL-NAQUET P., *Karl Wittfogel et le concept de « Mode de production asiatique »*, dans *Annales*, t. 19, p. 531 sv., Paris, 1964.

L'impulsion donnée à la recherche historique par les débats autour des interprétations marxistes, amène la mise au point d'une terminologie commune destinée à préciser les pensées des interlocuteurs. L'A. rappelle qu'il existe un certain nombre de sociétés, — telles celles de l'Egypte pharaonique ou de la Chine impériale, — dans laquelle la classe dirigeante ne se définit pas par la place qu'elle occupe dans les rapports de production, mais par son rôle d'appareil d'Etat bénéficiant du surplus du travail paysan. La formation de telles couches sociales s'explique historiquement par la « réponse », dans certaines conditions bien définies, aux problèmes que pose l'organisation des grands travaux inondés et de drainage. dans les vallées inondées ou inondables des pays semi-arides. L'A. appelle hydroagriculture et parfois agriculture lourde ce type

d'activité humaine qui réclame des hommes plutôt que des techniciens, des conducteurs d'hommes plutôt que des ingénieurs. Le Grand Canal de Chine aussi bien que les pyramides d'Egypte sont l'œuvre de foules humaines et la différenciation sociale qui apparaît dans les sociétés de type « asiatique » est celle qui oppose aux exécutants (les communautés paysannes) ceux que Karl Wittfogel appelle les managers ou la bureaucratie de la société « hydraulique » ou encore agro-directoriale (agro-managerial).

Le sociologue A. Abdel-Malek et l'économiste Hassan Riad sont d'accord pour interpréter l'histoire de l'Egypte selon un schéma très proche de celui de l'auteur du *Despotisme oriental*, et pour dégager les traits « orientaux » de l'Egypte actuelle : « Sept mille ans d'histoire dans un cadre géographique immuable fondent la triple spécificité égyptienne : ...l'Etat, maître des Eaux, se trouve placé au cœur de la vie économique, dont il possède l'essentiel : l'armée, pièce centrale de l'appareil d'Etat, glaive et bouclier, fait partie intégrante de la structure et de l'activité économiques et sociales ; elle est, également, un élément constitutif de l'avant-garde du mouvement national », écrit le premier qui estime cependant que, par son contenu économique et social, sinon par sa forme typiquement despotique l'Etat nassérien, en réalisant l'accumulation primitive et l'industrialisation, prépare en fait la fin d'un despotisme millénaire qui n'avait jusqu'alors d'alternative que l'anarchie.

« L'idéal millénaire de la société égyptiennes est un idéal bureaucratique, écrit le second : un Pharaon, propriétaire éminent de tout le sol d'Egypte, une aristocratie fonctionnarisée qui encadre la masse peu différenciée des paysans tenanciers. Cet idéal a été réalisé plusieurs fois au cours de la longue histoire de la vallée du Nil... La dernière résurrection de cet idéal s'est produite en plein XIX^e siècle, sous le règne étonnant de Mohammed Ali, le père de l'Egypte moderne. »

URQUIDI Victor L., *Viabilidad economica de America Latina*, F.C.E., Mexico, 1962.

Inventaire des possibilités économiques de l'Amérique latine... La population est étudiée dans sa dynamique ; nous sommes sur le continent qui connaît le taux de croissance le plus élevé du monde, avec dans le futur une part de plus en plus grande réservée au Brésil et au Mexique. C'est une popu-

lation jeune : en 1960, les moins de 15 ans y représentaient 40 % du total. Une part égale à 54 % habite la campagne (France 44 %). Le produit brut par tête d'habitant est de 366 \$ en 1962, c.-à.-d. le huitième de ce qu'il est aux U.S.A. Cette moyenne cache de grosses différences entre pays. Du produit brut total latino-américain, 20 % proviennent de l'agriculture, 24 % de la production industrielle, 6 % des mines et du pétrole, 3 % de la construction et 47 % des transports et services divers. Ce qui fait que 50 % de la population active, vivant de l'agriculture fournit 20 % du produit brut, représentent la production agricole. Le développement de celle-ci a été beaucoup moins spectaculaire que celui de la production industrielle. Cependant, pour l'une comme pour l'autre, le marché est resté beaucoup trop étroit.

RONCAYOLO Marcel, *Géographie et villages désertés*, dans *Annales*, t. 20, p. 218-242, Paris, Colin, 1965.

L'histoire rurale montre l'acharnement des hommes à réoccuper certains sites, malgré les menaces encourues en raison de la fertilité du lieu ou du manque de terre. La destruction n'est durable que si elle s'accompagne d'un dépeuplement profond. La crise du XIV^e-XV^e siècle a moins agi par ses modalités : famine, peste, guerre, que par ses effets prolongés entraînant un affaissement de la population. On aboutit ainsi à une sélection des meilleurs terroirs ou des plus faciles d'accès, à un aménagement nouveau des forces productives, à un vaste reclassement dans les conditions de l'emploi et la mise en valeur des terres. Des villages survivants ont étendu leur finage au détriment de villages désertés. Des villages reconstruits ont regroupé les terres de voisins plus malheureux (après la Guerre de Trente Ans par exemple). De grandes propriétés ont pu se créer par remembrements, accroissement du domaine utile du seigneur, pénétration de capitaux bourgeois. Cette évolution a été favorisée par le dépeuplement. Il est plus difficile à une communauté chétive qu'à un village prospère de résister aux empiètements de cette nature. Or ces caractères peuvent aussi être déterminés par la nature du sol. On a souvent caractérisé le village perché méditerranéen par des raisons de sécurité. Celle-ci n'est pas nécessairement d'ordre politique. La plaine est peu salubre et peu sûre pour des raisons biologiques et géographiques (inondations, chaleur, moustiques, parasites, etc.). La colonisation de la

plaine peut s'expliquer par le désir de communications plus faciles, elle exige d'ailleurs des techniques et des capitaux, des initiatives, et des hommes, ainsi l'économique, le social interviennent. Mais il n'est pas inutile de se pencher sur la valeur relative de la terre. Le sol est aujourd'hui considéré comme un milieu biologique susceptible d'évoluer. La qualité en est relative aux moyens d'exploitation du groupe humain, aux conséquences de cette exploitation qui peut entretenir la fertilité ou dégrader le sol. Celui-ci devient dès lors histoire. On sait l'opposition toute empirique entre terre chaude et terre froide, terre vivante pourrait-on dire et terre morte, soumise aux effets destructeurs de l'érosion. Les surfaces planes de plaine comme de plateau ne sont pas attractives : compactage, lessive, podzolisation sont leur lot usuel. Combien sont plus estimés les terroirs de versant à la couche plus mince, plus légère, mieux drainée, mieux apte à un travail à l'aide d'un outillage rudimentaire. La diffusion de la charrue à roue et à versoir, les nouveaux modes d'attelage ouvrent un nouvel âge. Les terres de plateaux et les sols compacts des dépressions pourront être mis en valeur. Ce n'est pas par hasard que les abbayes les conservent en domaine direct : l'outillage est coûteux, les attelages nombreux et puissants.

Le problème de fertilisation est essentiel, l'apport du fumier peut amener des déprédations par le petit bétail, l'essartage et l'écobuage pratiquant le brûlis entraînent aussi des déséquilibres par érosion chimique et par érosion mécanique.

Regroupement et abandons ne sont pas nécessairement signes de déperissement, mais peuvent être manifestation de progrès agricoles. Reconversion et spécialisation peuvent être dictés par des raisons économiques nouvelles : marine, draperie, etc. Géographie naturelle et géographie humaine sont indispensables à l'histoire.

R.V.S.

Historiographie antique

MOMIGLIANO Arnaldo, *Secondo contributo alla Storia degli Studi classici*, Rome, éd. d'histoire et de littérature, 1960, 499 p.

Un des meilleurs connaisseurs et critiques de l'historiographie antique et de l'historiographie moderne sur l'Antiquité. Il se livre notamment à une sorte d'apologie pour Hérodote, dont il souligne l'intérêt du point de

vue ethnographique. Le succès de Thucydide rejette Hérodote dans l'archaïsme, mais limite du même coup l'objet de l'histoire que Hérodote avait pressenti plus large. L'histoire se borne à la politique et au militaire dans le présent, sans recherche des causes générales les plus lointaines et les plus profondes de l'événement.

FERRERO L., *Rerum scriptor, saggi sulla storiografia romana*, Trieste, Università, fac. des lettres et philosophie, 1962.

A Rome, l'histoire est pragmatique mais non nécessairement partisane. Elle est l'apanage des classes dirigeantes : Suétone nous a conservé un curieux texte (De gramm., 27) de Cornelius Nepos s'étonnant qu'un simple affranchi — L. Voltacilius Pitolaus, — ose s'attaquer à ce genre auguste. L'A. fournit une exégèse des textes fameux et souvent mal compris dans lesquels Cicéron qualifie l'histoire de : *opus oratorium maxime* (De leg., 1, 2, 5), et Quintilien : *proxima poetis et quodammodo carmen solutum* (X, 1, 31). Il ne s'agit pas de détourner l'auteur de la vérité historique en parsemant le texte d'ornement extrinsèques, mais d'élever l'idéal historique à la préoccupation de l'œuvre d'art.

R.V.S

A propos de la guerre de cent ans

TIMBAL Pierre Clément, GILLES Monique, MARTIN Henri, METMAN Josette, PAYEN Jacques, POUSSIN Brigitte, *La guerre de cent ans vue à travers les registres du Parlement de Paris (1337-1369)*, Paris, CNRS, 1961.

Touchant les institutions militaires, leur fonctionnement, les réactions de certains individus les actes du Parlement de Paris nous révèlent les imperfections d'un système et la faiblesse des hommes, armée de protestataires rechignant aux services et aux subsides, réclamant des indemnités pour les dommages subis. Concernant la semonce et l'enrôlement des nobles et des roturiers, la participation des communautés religieuses ou urbaines, les auteurs définissent les notions de ban et d'arrière ban, soulignent les lacunes de l'aide militaire féodale, son remplacement progressif, mais partiel, par une armée de métier encadrée par des seigneurs et des hommes du roi. Les transports sont assurés par la livraison de chariots et de somniers par les abbayes notamment, le ra-

vaillement est procuré par le commerce ou la prise. De bonnes observations sur la mise en défense des villes et châteaux, les combats, le statut des prisonniers, la rançon. Pour beaucoup de contemporains, la guerre est encore une affaire privée. Bien des nobles, appauvris, incapable de venir à l'armée avec le cheval et l'équipement requis réclament. Des autorisations sont sollicitées pour faire du commerce avec les marchands des régions contrôlées par l'ennemi afin de pouvoir payer rançon à celui-ci.

McFARLANE K.B., *England and the Hundred Years' War*, dans *Past and Present*, t. 22, p. 3-13, Londres, 1962.

Les armées anglaises n'ont pas dépassé 32.000 hommes. Elles oscillent souvent entre 10.000 et 15.000, soit moins d'1 % de la population totale. Composées de nobles et de leur suite, elles n'entravent pas l'économie, d'autant plus qu'avant 1417, les campagnes ne s'ouvrent qu'après la moisson. Le poids fiscal de la guerre s'élève de 1336 à 1453 à 8 millions de livres dont la moitié environ provenant des taxes sur la laine sont soldés par les continentaux. Les recettes, en regard sont plus importantes et formées par le butin, les rançons, les revenus des domaines français, les gages d'offices en pays occupé, etc... Ainsi on assiste en Angleterre à un premier afflux de métal précieux au bénéfice de l'aristocratie foncière de haute lignée (baronage). Celle-ci use de ces ressources pour améliorer son genre de vie : constructions neuves, luxe grandissant, accroissement des serviteurs. Ces dépenses stimulèrent des branches de l'économie sans que leurs promoteurs s'en soucient le moins du monde.

POSTAN MM., *The costs of the Hundred Years' War*, dans *Past and Present*, t. 27, p. 34-53, Londres, 1964.

Les estimations de cet auteur incluent à côté des combattants la masse des non-combattants. Elles atteignent le chiffre de 80.000 hommes auxquels il faut ajouter les constructeurs de vaisseaux, les marins, les armuriers, les éleveurs de chevaux, etc... Ainsi s'explique une hausse du prix des salaires et de la production. L'absence des nobles entraîne une mauvaise gestion de leurs domaines, les réquisitions navales handicapent le commerce. Il faut ajouter aux dépenses publiques les frais d'équipement privés. Quant au butin, il ne faut pas se leurrer : lorsque l'on parle des anciens combattants rapatriés c'est pour en déplorer les condi-

tions misérables et le danger social qu'ils présentent. Les quelques profits sont immédiatement réinvestis dans la guerre : le passif l'emporte sur l'actif.

Evidemment, les ponctions opérées sur des avoirs improductifs afin de les affecter à des opérations de production ont déterminé des modifications de la répartition des richesses. La *gentry*, notamment, a pu s'enrichir. Est-ce davantage l'effet de la guerre que celui d'un phénomène de croissance séculaire.

On peut évidemment penser que celui-ci a pu être favorisé par les bouleversements produits par la guerre.

R.V.S

Autour de la 1re guerre mondiale

GEISS Imanuel, *Julikrise und Kriegsausbruch 1914. Eine dokumentensammlung*, 2 vol., Hanovre, 1963-194.

De nombreux ouvrages ont été consacrés récemment aux causes et à l'occasion de la guerre de 1914-1918. Ils adoptent des points de vue très variés et s'efforcent de rendre à chacun son dû. Le présent ouvrage examine la crise de juillet et la responsabilité de l'initiative des hostilités. De cette analyse il découle que l'Allemagne n'a pas voulu la guerre mondiale, mais a tenté de l'éviter, d'abord par la localisation de la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, ensuite en s'assurant de la neutralité anglaise. Il est d'ailleurs bien évident que l'Allemagne ne pouvait vouloir la guerre, l'Autriche non plus, trop consciente de sa faiblesse. La Triple Entente étant purement défensive, ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France ne l'ont voulue. Il faut en fait distinguer trois phases dans le débat de juillet 1914 : 1. guerre locale ; 2. guerre continentale ; 3. guerre mondiale. Il faut de même distinguer entre le fait de vouloir et le fait de provoquer.

La main noire est avec les mouvements des slaves du Sud responsable de l'attentat de Sarajevo. L'Allemagne encourage l'Autriche-Hongrie à une action punitive. L'Etat-Major allemand appuyé par l'Empereur assume le risque d'une entrée en guerre de la Russie : „Maintenant ou jamais". Le gouvernement allemand n'a pas du tout laissé les mains libres à l'Autriche („le chèque en blanc"), il l'a mise en demeure de commencer dès que possible la guerre contre la Serbie. Vis-à-vis des puissances, l'Allemagne fait savoir qu'elles doivent laisser les mains libres à l'Autriche sous peine de guerre. La

médiation dont elle fait état pour justifier son attitude est purement fictive. La volonté de guerre de l'Empereur ayant fléchi devant la capitulation du gouvernement serbe, le chancelier Bethmann-Hollweg falsifie ses intentions en donnant à l'ambassadeur à Vienne l'instruction suivante : „Il s'agit uniquement de trouver un accommodement qui rende possible de réaliser le dessein austro-hongrois de couper le nerf vital de la propagande pan-serbe, sans déclencher aussitôt une guerre mondiale et, si on ne peut finalement l'éviter, d'améliorer pour nous dans la mesure du possible les conditions de son déclenchement". Les efforts du chancelier se bornent à rechercher le moyen de ne pas apparaître comme coupable. L'entrée en guerre de l'Angleterre provoque l'effondrement de ce subtil échafaudage.

Si les puissances de l'Entente ont contribué, sans le vouloir, au déclenchement de la Guerre mondiale, l'Angleterre par ses hésitations, la France par sa faiblesse envers la Russie, la Russie par sa précipitation, l'Autriche-Hongrie a formellement voulu la guerre locale contre la Serbie, avec l'accord de l'Allemagne. Celle-ci a voulu une guerre continentale et a délibérément pris le risque d'une guerre mondiale. Le gouvernement allemand porte la part essentielle de la responsabilité de la première guerre mondiale.

DECLARATION DE GUERRE A PARIS (août 1914).

Ilya EHRENBURG, né à Kiev en 1891 dans une famille de la bourgeoisie juive, est à Paris en août 1914, il décrit le raz de marée qui emporte le milieu des émigrés russes : „On aurait dit que tout le monde avait perdu la tête. Les magasins étaient fermés. Des cortèges de gens défilaient le long de la chaussée avec un seul cri : „A Berlin, à Berlin". Ce n'étaient pas des adolescents ni des groupes de nationalistes, non, il y a des vieilles femmes, des étudiants, des ouvriers, des bourgeois, ils marchaient tous en portant des drapeaux ornés de fleurs, chantant la Marseillaise jusqu'à en perdre la voix. Les maisons étaient vides, Paris était dehors, circulait dans les rues : on se disait adieu, on accompagnait quelqu'un, on sifflait, on hurlait. C'était comme si le fleuve humain débordait et submergeait le monde".

„La grande place devant les Invalides était pleine de monde, des hommes étaient rangés en colonnes : Italiens, Polonais, Grecs, Espagnols, Roumains ; ils tenaient tous des drapeaux tricolores, d'autres avec

des drapeaux rouges. Chacun attendait son tour ; ainsi s'était formée la première queue du temps de guerre. Si l'on réfléchit sur la destinée des volontaires, on pourrait dire que les gens faisaient la queue pour mourir, mais à ce moment là tout le monde était gai, chantait, fanfaronnait, criait : „A Berlin"... Je faisais la queue moi aussi."

(Les années et les hommes, Paris, Gallimard, 1962, 323 p.).

BONNIN Georges, *Les Bolcheviques et l'argent allemand pendant la première guerre mondiale*, dans *Revue historique*, t. 233, p. 101, sv., Paris, PUF, 1965.

Depuis juillet 1917, le gouvernement de Kerensko a lancé l'accusation que Lénine était un agent allemand. Cette accusation a été fortifiée en ce qui concerne les Bolchéviques en général par l'interprétation de documents allemands connus depuis la fin de la 2^e guerre mondiale. La question est plus subtile, G. Bonnin essaye de débroussailler la question. La figure énigmatique de Parvus-Helphand, Russe naturalisé Prussien pendant la guerre, domine la situation. Il avait, avec Trotski, élaboré la théorie de la révolution permanente, il fut un moment président du Soviet de Pétrograd, en 1905, puis il s'était adonné en Allemagne à des affaires lucratives. Une seconde figure est intéressante : Karl Moor, Suisse, issu d'une famille aristocratique et rallié au socialisme. Il apparaît comme un agent de l'Etat Major allemand depuis avant 1914. Si ces deux personnages ont servi d'intermédiaires entre les Allemands et les milieux bolchéviques, rien n'indique qu'ils aient réussi dans leur mission de faire admettre des fonds allemands par les Soviets. Contrairement, à l'opinion selon laquelle les 5 millions de marks dont disposent les services allemands pour des buts politiques en Russie seraient allés aux Bolchéviques pour les aider à s'emparer du pouvoir. Il est au contraire prouvé que la politique d'appui aux Bolchéviques suit les succès de ceux-ci, au lieu de la précéder. Il est question après la révolution d'octobre et la signature de Brest-Litovsk de sommes plus importantes destinées à aider les Bolchéviques. Il était possible d'aider ceux-ci, ce qui servait les intérêts allemands sans pour autant „acheter" Lénine et ses compagnons. Un Esthonien du nom de Keskuela, agent de l'Allemagne introduit auprès de Lénine, en porte témoignage. Il est d'autre part certain que Parvus-Helphand a exposé aux Allemands un plan destiné à provoquer la révolution en Russie en s'inspirant du

précédent de 1905. Il est aussi certain qu'il a reçu de l'argent à cet effet des Allemands. On peut supposer qu'il a travaillé à la réalisation de son projet, mais il ne paraît pas qu'il ait utilisé ses crédits à cette fin. Lénine mit ce provocateur à la porte dès les premières tentatives d'approche. Il n'est pas exclu qu'une bonne partie de cet argent ait collé aux doigts de Parvus.

Les archives allemandes ne donnent pas de preuve décisive de la vénalité des Bolchéviques. Il n'est absolument pas prouvé que Lénine ait été un agent de l'Allemagne et en dépit des apparences il n'est guère probable que les Bolchéviques aient pris le pouvoir grâce à l'argent de l'Allemagne.

Histoire par le cinéma, à propos de *La Grande Guerre 1914-1918. Der erste Weltkrieg*.

Depuis l'été 1964, le cinéma et la télévision nous ont rassasié d'évocations de la Première guerre mondiale. Son vingt-cinquième anniversaire a permis à la Seconde d'emboîter le pas à partir de septembre de la même année. Voici que l'on célèbre aussi par l'image le vingtième anniversaire de la libération des camps et de la capitulation de l'Allemagne nazie.

Volontiers casanier, l'historien d'aujourd'hui regarde avec méfiance et suspicion les documents que lui a conservé le cinéaste contemporain à l'affût du sensationnel et de l'inédit, il s'effraie des usages qui en sont fait aujourd'hui par les publicistes. Bien peu ont consenti à utiliser le cinéma comme mode d'expression. Cela donne une certaine poids à l'expérience tentée par Solange PETER et Marc FERRO, avec la collaboration de Pierre RENOUVIN et de G. ECKERT, directeur de l'Internationales Schulbuchinstitut de Brunswick. Marc FERRO expose les difficultés qu'implique la transposition de l'histoire en écriture cinématographique.

1. La défaillance de la documentation impose de laborieux exercices de montage. Il faut substituer à l'image animée des gravures, des estampes, des clichés qui rompent la cadence s'ils ne sont pas appropriés par un montage-images de plusieurs plans fixes. Destinée à un public étendu, éduqué par le film œuvre d'art, l'histoire-cinéma doit satisfaire certaines exigences esthétiques sans pour autant trahir son intention objective.

2. L'absence de document spécifique, oblige parfois à de longues circonlocutions.

3. L'abondance de documents impose un choix rigoureux comparable à celui du pédagogue contraint de donner une idée pré-

cise d'une suite d'événements historiques dans un temps limité sans compromettre la vérité de la construction.

4. Le commentaire exige un art particulier car il ne s'agit pas de plaquer ce texte sur des images mais de rendre celles-ci plus suggestives par des contrepoints, des rappels de thèmes, etc. Il faut savoir ménager des silences et faire place à la musique ou au son lorsque mieux que la parole, ils peuvent exprimer les sentiments du spectateur. Certaines images sont incompréhensibles sans commentaire, il faut les sacrifier.

On ne peut nier le caractère hasardeux de cette entreprise et il faut en souligner les limites. Certains phénomènes sont pratiquement intraduisibles par l'image, à plus forte raison par le cinéma. Celui s'affirme cependant comme un exceptionnel instrument d'information de masse. On se convaincra au spectacle d'une telle entreprise de l'indispensable, de l'absolue nécessité, d'enlever à des profanes l'initiative d'opérations semblables qui ne peuvent résulter que d'un travail d'équipe fortement encadrée par des historiens professionnels qui ne laisseront rien au hasard d'une improvisation technique, commerciale ou autre. Froidement objectif par profession, l'historien de métier doit apprendre ici à jouer en expert incorruptible sur le clavier de la sensibilité du spectateur à qui il souhaite communiquer ses conceptions, elles-mêmes reflets de son appréhension scrupuleuse du passé. Par le cinéma, il peut provoquer une identification du spectateur au passé, l'amener, comme le souhaitait Michelet, à participer à l'histoire.

R.V.S.

Afrique

COQUERY C., *La découverte de l'Afrique*, coll. Archives, Julliard, Paris, 1965.

A l'heure où l'Afrique a pris sa place de continent à part entière, le livre publié dans la collection Archives ne peut être que d'un grand intérêt pour le professeur d'histoire qui trouvera dans cet ouvrage une importante documentation. Après avoir examiné, à travers les rares textes qui nous sont parvenus, la connaissances que les auteurs anciens (Hérodote, Strabon, Ptolémée etc.) avaient de l'Afrique, l'auteur souligne le rôle de l'Islam dans la découverte du continent noir. Ce furent en effet des voyageurs arabes qui, les premiers abordèrent au Soudan. Les

relations qu'ils nous ont laissées sur les Etats existants alors, sur les mœurs, les voies commerciales et les marchandises échangées (sel, or, ambre etc...) sont évidemment des sources du plus haut intérêt. Dans le chapitre suivant, C. COQUERY groupe les textes relatifs aux rapports entre les Portugais, et l'Afrique. Ceux-ci sont allés plus au sud que les Arabes et ont créé des compagnies commerciales spécialisées dans le commerce avec les populations noires. Aussi les documents que nous possédons touchent-ils à tous les domaines, tant politique et économique que social et religieux. L'époque qui s'étend de la découverte à la colonisation n'est pas négligée et le problème de l'esclavage, entre autres, se trouve largement évoqué (prix des captifs, conditions d'achat, etc...). Le livre se termine sur l'annonce de la colonisation impérialiste. En annexe, l'auteur présente un lexique, une énumération des principales sources traitant de l'Afrique jusqu'en 1770, un aperçu bibliographique et un index. Ajoutons qu'après chaque chapitre, on trouve un tableau synchronique replaçant les événements africains dans leur contexte historique.

D.P.

SAUTER Gilles, *A propos de quelques terroirs d'Afrique occidentale, essai comparatif*, dans *Etudes rurales*, n° 5, Paris, 1962.

On sait combien l'observation des civilisations étrangères à l'Occident apporte à la compréhension du passé de celui-ci. Une brillante démonstration en est exécutée par l'analyse de quelques terroirs d'Afrique occidentale qui nous permettent de mieux saisir les séries évolutives issues des formes primitives de la culture itinérante.

Partant des terroirs étendus en auréoles concentriques autour d'un habitat solidement organisé l'auteur recourt à des comparaisons avec l'Occident européen ancien. Autour du village, les jardins sont suivis d'une ceinture interne de champs semi-permanents et fumés, bordés d'une ceinture externe de champs temporaires. A cette dualité technique correspond très souvent une différenciation des statuts fonciers de la terre. Chez les Mossi, les champs fumés sont exploités par le travail familial collectif, les champs de brousse par les ménages isolés.

En Occident ancien, les systèmes infield-outfield présentent les mêmes oppositions du centre intensif et de la périphérie extensive : par exemple les finages ardennais avec leurs terres à sarts et leurs terres à champs,

les terroirs du Minho au Portugal et en général ceux de la frange atlantique de l'Europe.

En analysant plus avant la structure de ces terroirs, l'opposition des zones apparaît en même temps comme un rapport étroit de complémentarité fonctionnelle. Chaque zone a ses productions propres : l'espace du pourtour représente le domaine pastoral et fournit les fumiers, animal et végétal, nécessaire à la fertilité de l'infield. L'équilibre du système et sa persistance reposent sur cette complémentarité. La dualité du système exprime aussi une réponse cohérente à une nécessité d'ordre agronomique.

En Europe, le système infield-outfield fut

progressivement remplacé par de grands assolements céréaliers exigés par les besoins de la pression démographique locale et de la demande extérieure des villes. Cette réorganisation se fit sous l'impulsion des seigneurs et impliqua de vigoureuses pratiques communautaires. Ces terroirs subsistent là où les facteurs physiques particuliers et l'isolement économique bloquent l'évolution à ce stade.

Deux structures existent en germe dans l'agriculture primitive, l'étroite ceinture des jardins y peut mener à un système de champs permanents, la rotation grossière des cultures à leur alternance ordonnée.

R.V.S.